

Ban Ki-moon va tenter de relancer le processus électoral au Burundi

Source AFP Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon est arrivé mercredi à Bujumbura pour tenter de relancer le processus électoral au Burundi, contesté par l'opposition qui a annoncé à l'occasion de cette visite son intention de manifester malgré l'interdiction des autorités. "Votre pays passe par une phase extrêmement importante", a déclaré M. Ban peu après son arrivée à l'aéroport, placé sous haute surveillance. "Je félicite tous les Burundais des succès qu'ils ont obtenus dans la consolidation de la paix", a-t-il souligné, alors que le pays peine à sortir depuis 2006 d'une meurtrière guerre civile, et a entamé fin mai un dialogue marathon électoral, avec un scrutin présidentiel prévu le 28 juin. "Vous vous êtes montrés capables de surmonter les perturbations et autres difficultés rencontrées, et les résultats en sont évidents". (...) La tenue actuelle des élections en est un exemple parmi beaucoup d'autres", a estimé le secrétaire général de l'ONU. Sa visite au Burundi intervient cependant alors que le processus électoral --financé en grande partie par la communauté internationale-- semble gravement menacé. L'opposition réclamant l'annulation des communales du 24 mai et boycotté la présidentielle, pour laquelle le chef de l'Etat sortant sera l'unique candidat. Mercredi, le gouvernement a interdit à l'opposition de faire campagne à l'occasion de la présidentielle, après le retrait de tous ses candidats. "Seuls sont autorisés à participer à la campagne les partis qui ont présenté un candidat", en l'occurrence le seul parti CNDD-FDD du président Nkurunziza, a prévenu le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, qui a rencontré mardi les gouverneurs des 17 provinces du pays pour les informer de cette mesure. Dans ce contexte, les responsables de l'opposition ont jugé que "le moment était mal choisi" pour une visite du secrétaire général de l'ONU, et ont appelé à une manifestation le jour même dans les rues de Bujumbura, dont de nombreux quartiers populaires sont acquis à l'opposition. La manifestation a été interdite par le gouvernement, qui a déployé un imposant dispositif de sécurité dans la capitale, quadrillée par des patrouilles mixtes de policiers et de militaires. Aucun rassemblement significatif n'avait eu lieu à la mi-journée. Les principaux leaders de l'opposition ont tenté dans la matinée d'aller organiser une réunion à Rumonge (75km au sud de Bujumbura) mais ont été arrêtés en chemin par la police. Des barricades ont également été érigées au petit matin à la sortie de Gitage (centre), deuxième ville du pays, mais ont été immédiatement démantelées par la police. Au cours de sa visite, qui prendra fin en soirée, le Secrétaire général de l'ONU doit s'entretenir avec les principaux responsables politiques du pays, le président Pierre Nkurunziza, des membres du gouvernement, de la Commission électorale mais également des représentants de l'opposition et de la société civile. Ce déplacement sera aussi en partie consacré à la participation actuelle de près de 3.000 soldats burundais à la force de paix de l'Union africaine en Somalie (Amisom), et à l'avenir de la coopération entre l'ONU et le Burundi. M. Ban saluera ainsi un bataillon de l'armée burundaise de retour de Mogadiscio.